

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société COURBIS SYNTHÈSE

Z.I. - rue Marie Curie
BP 251
26100 Romans-sur-Isère

Références : 20221026-RAP-DAEN0888
Code AIOT : 0006107004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement COURBIS SYNTHÈSE implanté Z.I. - 14 Rue Marie Curie BP 251 26100 ROMANS SUR ISERE. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COURBIS SYNTHÈSE
- Z.I. - 14 Rue Marie Curie BP 251 26100 ROMANS SUR ISERE
- Code AIOT : 0006107004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Icd : Non

La société Courbis Synthèse est spécialisée dans la production par moulage de pièces techniques en résine synthétique. Le site est classé Seveso seuil haut pour le stockage et l'utilisation de MOCA. Le site emploie une cinquantaine de personnes et travaille pour les secteurs de l'industrie et de l'off-shore.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°05-1904 du 17 mai 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-2731 du 5 juillet 2010 ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2022.

La MOCA est utilisée comme durcisseur. Elle permet aux pièces fabriquées d'atteindre les

caractéristiques mécaniques exigées par la profession. Cette substance, manipulée sous forme de granulés, est classée dangereuse pour l'environnement et CMR.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- suites de l'inspection précédente non clôturées,
- risques accidentels,
- déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	NC2-2020 Exercices d'évacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8	/	lettre de suite	2 mois
8	NC1 2022 - Mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8	/	lettre de suite	3 mois
12	NC4 2022 - Quantités de produits présents au sein de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 1	/	lettre de suite	3 mois
13	NC5 2022 - Modification des substances présentes sur site	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 1.1 et 6	/	lettre de suite	3 mois
14	NC6 2022 - Conteneur spécifiquement affecté au stockage de la MOCA	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 2	/	lettre de suite	6 mois
15	NC7 2022 - Stockages des matières premières contenant des produits toxiques	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3	/	lettre de suite	3 mois
16	NC8 2022 - Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16 à 23	/	lettre de suite	6 mois
17	NC9 2022 - Etude séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	O2-2020 Rétention eaux d'extinction incendie sur parking sud	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.4	/	Sans objet
6	O4-2020 Formations Incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.6	/	Sans objet
10	NC2 2022 - Transport et entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 5.3.4.1.1	/	Sans objet
11	NC3 2022 - Filière d'élimination des déchets aérosols	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 5.3.4.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1-2020 Vérification périodique Électrique APAVE 2019	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.3.5	/	Sans objet
3	O1-2020 Traçabilité points de contrôle système de sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4	/	Sans objet
5	O3-2020 Appel au SDIS	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8	/	Sans objet
7	O5-2020 Exercices Situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8	/	Sans objet
9	NC3-2020 Rétention et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 4.8 et 5.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Substitution de la MOCA	Règlement européen du 22/11/2017, article Annexe XIV du Règlement REACH	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre une étude séisme (qui aurait dû être transmise à l'inspection des ICPE au plus tard le 31/12/2020). Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure à madame la préfète de la Drôme (délai : 3 mois).

Suite à la mise à jour de son EDD en 2022, l'exploitant doit mettre à jour son POI ainsi que son analyse du risque foudre et l'ensemble des documents en découlant. Il doit également mettre en œuvre les modifications de ses installations actées lors de la révision de son EDD en 2022 (déplacement des stockages des matières premières contenant des produits toxiques, protection de ces stockages contre la foudre, déplacement du stockeur de MOCA, etc.).

L'exploitant doit régulariser la situation d'un stockage de produit au-delà des quantités autorisées et porter à la connaissance du préfet les modifications de ses installations, notamment la présence de nouveaux produits sur site et leurs quantités en se positionnant sur le classement ICPE de ces produits.

L'exploitant doit justifier plusieurs points concernant la gestion de ses déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1-2020 - Vérification périodique Électrique APAVE 2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : Préciser les actions menées afin de solder les non-conformités de la vérification périodique électrique APAVE de 2019 (arrêté préfectoral du 17 mai 2005 – article 6.3.5) Délai : 1 mois Réponse de l'exploitant par mail du 15/06/2021 : « Toutes les remarques ont été soldées (Fichier Excel joint). »
Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 : L'exploitant déclare avoir soldé toutes les non-conformités relevées par l'APAVE lors de sa vérification périodique des installations électriques en 2019 (fichier excel transmis par l'exploitant indiquant les actions qu'il a mises en œuvre pour chaque non-conformité). L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ces éléments. Néanmoins, ce point n'a pas été révérifié pendant l'inspection du 25/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC2-2020 - Exercices d'évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : S'assurer que la fréquence des exercices d'évacuation du personnel soit respectée. Délai : Prochains exercices Réponse de l'exploitant par mail du 15/06/2021 : « Les situations d'urgences et les exercices incendie ont été intégrés au planning des audits internes du groupe 2021- 2023. »
Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 : L'exploitant indique qu'il procède à des exercices d'évacuation une année sur deux, intercalés, les autres années, avec des séances de « rappel des rôles » à l'ensemble des acteurs (une année sur deux également). Le dernier exercice d'évacuation a été organisé le 30/09/2021. L'exploitant prévoit donc d'organiser un « rappel des rôles » d'ici fin 2022 et un nouvel exercice d'évacuation en 2023. L'inspection rappelle que l'EDD 2022 du site indique que « [...] Les personnes concernées par les procédures d'urgence ont suivi une formation sur la procédure et réalisent une fois par an un exercice d'évacuation en cas d'incendie. [...] », fréquence qui n'est pas respectée. L'exploitant doit organiser un exercice d'évacuation chaque année comme indiqué dans son EDD (un « rappel des rôles » pouvant être ajouté, en plus, des exercices d'évacuation). Non-conformité : L'exploitant n'organise pas un exercice d'évacuation chaque année. Délai : 2 mois, puis prochains exercices.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 3 : O1-2020 - Traçabilité points de contrôle système de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : Assurer une meilleure traçabilité des points de contrôle du système de sécurité incendie (arrêté préfectoral du 17 mai 2005 – article 6.4) Délai : Prochain contrôle</p> <p>Réponse de l'exploitant par mail du 15/06/2021 : « Fait lors du contrôle de 03/2021, tous les détecteurs ont été validés un à un ».</p>
<p>Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 :</p> <p>Par mail du 15/06/2021, l'exploitant a transmis le rapport « d'inspection et de vérification du système et sécurité incendie » réalisé par la société Sécurité Vol Feu, située à Romans-sur-Isère, suite à son intervention du 19/03/2021. Ce rapport indique que le prestataire a fait une vérification complète de tous les détecteurs avec essai concluant.</p> <p>Ce point n'appelle plus de commentaire de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : O2-2020 - Rétention eaux d'extinction incendie sur parking sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.4 et 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : Modifier l'instruction et mettre en place les moyens matériels sur site visant à retenir les eaux d'extinction d'incendie sur le « parking Sud » de manière à s'assurer de l'adhésion des plaques au sol (plaques à positionner sur les plaques d'égout afin d'en assurer l'étanchéité) ; diffuser l'instruction aux personnels habilités. Délai : 2 mois</p>
<p>Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 :</p> <p>L'instruction relative à la mise en place des moyens visant à retenir les eaux d'extinction d'incendie sur le « parking Sud » (plaques à positionner sur les plaques d'égout afin d'en assurer l'étanchéité) a été modifiée par l'exploitant pour permettre, a priori, l'étanchéité lors de la pose des plaques (ajout d'une étape d'enlèvement des gravillons et de « nettoyage » du sol avant de poser les plaques). Instruction révisée le 05/02/2021, vue en inspection. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que cette instruction a bien été diffusée aux personnels habilités.</p> <p>L'exploitant doit diffuser cette instruction aux personnels habilités. Par ailleurs, l'exploitant doit améliorer son suivi des diffusions d'instruction aux personnels afin de s'assurer que chaque acteur ayant un rôle dans la maîtrise d'un incident dispose des informations à jour concernant son rôle. Délai : 1 mois</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : O3-2020 - Appel au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : S'assurer que l'action d'appel du SDIS soit concrétisée lors de prochains exercices. Délai : Prochains exercices Réponse de l'exploitant par mail du 15/06/2021 : « Sera à constater dans le premier compte rendu d'exercice pour Courbis Synthèse, second semestre 2021. »
Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 : L'exploitant déclare avoir appelé le SDIS lors de son dernier exercice d'évacuation du 30/09/2021 (compte-rendu d'exercice vu en inspection). Ce point n'appelle plus de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : O4-2020 - Formations Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : S'assurer que la fréquence des formations à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs) tous les 2 ans soit respectée. DÉLAI : PROCHAINES FORMATIONS Réponse de l'exploitant par mail du 15/06/2021 : « Une formation globale groupe est en cours de réalisation (06/2021). Elle permettra de mettre à jour les habilitations de l'ensemble des employés. »
Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 : Une formation globale groupe à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs) a été réalisée dans le courant du mois de juin 2021 (feuilles d'émargement vues en inspection). Une vingtaine d'employés Courbis Synthèse a réalisé cette formation (vu en inspection dans le logiciel de gestion des compétences de l'exploitant). Néanmoins, la formation n'apparaissait pas comme réalisée dans le logiciel pour 3 personnes. L'exploitant doit vérifier les raisons pour lesquelles ces personnes n'ont pas la justification de la réalisation de cette formation (délai : 1 mois). Ces personnes devront réaliser cette formation rapidement le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : L'exploitant se positionnera sur la réalisation d'exercices de préparation aux situations d'urgence en dehors des heures ouvrées, par exemple la nuit ou le week-end. Délai : 30/10/2020 Un exercice sera organisé en dehors des heures ouvrées d'ici fin 2020. Délai : 31/12/2020</p> <p>Réponse de l'exploitant par mail du 10/11/2020 à la préfecture, copie inspection des ICPE : « Pour répondre plus en détail au courrier du 3 Octobre 2019 (relance du 05/08/2020), nous avons passé en revue, lors d'une visite périodique de la DREAL en nos murs, les actions demandées aux sites SEVESO faisant suite aux événements de LUBRIZOL. Le point relatif au déclenchement d'une situation d'urgence en période de moindre activité n'étant pas, selon nous, approprié, car la Société COURBIS Synthèse a uniquement deux modes de fonctionnement : le jour en pleine activité et le soir et la nuit où il n'y a aucune activité. Nous passons dans ce cas sur un mode de surveillance avec une société de surveillance qui a pour rôle d'appliquer un protocole d'avertissement et/ou d'intervention en cas de détection du système d'alarme incendie. En guise d'exercice, nous avons la trace/historique d'une intervention menée par cet organisme de surveillance le 16/05/2020 à 2h14, soldée par une intervention de levée de doute de 2h31 à 2h45. Cela après avoir informé tous les référents désignés au protocole. Nous considérons que cet élément tangible garanti le bon fonctionnement de notre procédure de gestion des situations d'urgences en période d'inactivité. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 : L'inspection des ICPE prend acte des éléments indiqués par l'exploitant dans sa réponse par mail du 10/11/2020 à la préfecture. Par ailleurs, lors de l'inspection du 25/10/2022, l'exploitant explique l'événement ci-après : Une détection incendie a eu lieu sur le site Courbis Synthèse le dimanche 23/10/2022 (hors heures ouvrées). La société de surveillance « Surveillance Vol Feu » a prévenu, comme prévu, les référents de la société Courbis Synthèse (directeurs et responsable HSE). Le responsable HSE, M. Carrez, a pu effectuer une levée de doute rapide (défaillance au niveau d'un détecteur incendie entraînant une détection intempestive – pas de départ de feu). Ce point n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : NC1 2022 - Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 6.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la visite d'inspection du 20/10/2020 : Le plan d'opération interne (POI) date du 08/11/2019. L'inspection rappelle que celui-ci devra être mis à jour en cas d'autorisation pour l'augmentation et le déplacement du stockage de MOCA (dossier en cours d'instruction). Le POI mis à jour devra être transmis à l'inspection et aux acteurs extérieurs à l'entreprise (notamment au SDIS pour qu'ils puissent mettre à jour leur plan ETARE). Article 6.4.8 de l'AP du 17/05/2005 (POI) : Il est remis à jour tous les trois ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Constats : Non-conformité : Le POI n'a pas été remis à jour en 2022 (dernière mise à jour de 2019 datant de plus de 3 ans et EDD mise à jour en 2022). L'exploitant doit mettre à jour son POI suite à sa dernière révision datant de 2019 et suite à la révision de son EDD en 2022. Délai : 3 mois Par ailleurs, l'inspection rappelle ci-dessous les nouvelles dispositions réglementaires concernant les POI : Article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2021 : Plan d'opération interne. Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014. Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026. Annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les

<p>méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

N° 9 : NC3-2020 - Rétention et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 4.8 et 5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Constat effectué lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/2020 : Mettre les déchets liquides sur rétention et assurer leur élimination dans des filières adaptées (arrêté préfectoral du 17 mai 2005 - articles 4.8 et 5.3.4) DÉLAI : 1 MOIS</p> <p>Réponse de l'exploitant par mail du 15/06/2021 : « La situation a été mise en conformité dans les jours qui ont suivi la visite. Mise sous rétention pour partie et transfert des DID en stockage temporaire et sous rétention à Mastershock. »</p>
<p>Constats : Constat effectué lors de l'inspection du 25/10/2022 : L'exploitant indique que ces déchets liquides ont été enlevés et éliminés par le site de traitement de déchets TREDI à Salaise-sur-Sanne. Néanmoins, l'exploitant n'est pas en capacité de prouver cet enlèvement et l'élimination de ces déchets. En effet, il déclare qu'il n'effectuait pas de suivi pour assurer la traçabilité des déchets en 2020 et 2021. Ce suivi a été amélioré en 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 5.3.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au sens du titre 1er - Livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Courbis Synthèse stocke ses déchets sur une aire dédiée à cet effet contre la façade sud de son bâtiment principal. Dès qu'une certaine quantité est rassemblée, la société Courbis Synthèse achemine ses déchets sur le site Courbis Mastershock situé à environ 500 mètres à l'est du site Courbis Synthèse. Ces déchets sont transportés par Courbis.</p> <p>Les déchets sont ensuite entreposés sur le site Courbis Mastershock en attente d'enlèvement vers le site de traitement de déchets TREDI à Salaise-sur-Sanne pour leur élimination. En effet, la société Courbis Mastershock attend de regrouper 88 fûts de déchets (pour remplir un transport complet) avant de les faire envoyer chez TREDI.</p> <p>La société Courbis Synthèse indique que le site Courbis Mastershock reçoit également des déchets d'autres société du groupe Courbis aux alentours.</p> <p>Le site Courbis Mastershock est déclaré au titre des ICPE (mais non autorisé à ce jour). Or, selon les indications de Courbis Synthèse, la quantité de déchets présente sur le site Courbis Mastershock va jusqu'à 17 tonnes environ (en considérant 88 fûts de 200 kg chacun). Ces quantités dépassent, notamment, le seuil d'autorisation de la rubrique 2718.</p> <p>Les types de déchets de Courbis Synthèse, regroupés chez Courbis Mastershock puis envoyés chez TREDI, sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets solides : fûts contenant les emballages vides de MOCA - déchets liquides : fûts contenant des liquides combustibles chlorés - déchets liquides : fûts contenant des liquides combustibles non chlorés - déchets liquides : fûts contenant des prépolymères <p>Courbis Synthèse doit justifier que son activité de transport est régulière vis-à-vis de la réglementation ADR.</p> <p>Délai : 1 mois</p> <p>Courbis Synthèse doit également justifier que l'installation qui entrepose ses déchets, à savoir Courbis Mastershock, est régulière vis-à-vis de la réglementation ICPE (ce qui n'est a priori pas le cas).</p> <p>Délai : 1 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : NC3 2022 - Filière d'élimination des déchets aérosols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 5.3.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au sens du titre 1er - Livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.</p>
<p>Constats : Les types de déchets de Courbis Synthèse sont les suivants : - déchets solides : fûts contenant les emballages vides de MOCA - déchets liquides : fûts contenant des liquides combustibles chlorés - déchets liquides : fûts contenant des liquides combustibles non chlorés - déchets liquides : fûts contenant des prépolymères Les 4 types de déchets ci-dessus sont regroupés chez Courbis Mastershock puis envoyés chez TREDI. - déchets aérosols : pour ce type de déchets, Courbis Synthèse n'a pas été en mesure de justifier la filière d'enlèvement et d'élimination de ces déchets (non-conformité). Courbis Synthèse doit justifier de la filière d'enlèvement et d'élimination des déchets aérosols et de sa régularité vis-à-vis de la réglementation ICPE. Délai : 1 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : NC4 2022 - Quantités de produits présents au sein de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantités de produits présents au sein de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Quantités de produits présents au sein de l'établissement</p>
<p>Constats : Les quantités de produits présents sur le site le jour de l'inspection, par rapport aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral, sont indiquées dans le tableau ci-après (quantités des stocks en temps réel, déclarées par l'exploitant sur la base des informations extraites de son logiciel de gestion (ERP), vues en inspection). Les quantités de produits présents sur le site sont inférieures aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, sauf pour le produit ROYALCAST 2505 (classé sous la rubrique 4120.2) : 3692 kg sur site pour une autorisation à 1800 kg. L'exploitant déclare qu'il s'agit d'un produit périmé dont il ne se sert plus en production. Non-conformité : 3 692 kg de produit ROYALCAST 2505 sont stockés sur site pour une autorisation fixée à 1 800 kg. L'exploitant doit régulariser la situation de ce stockage de produit au-delà des quantités autorisées. Délai : 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

N° 13 : NC5 2022 - Modification des substances présentes sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 1.1 et 6
Thème(s) : Situation administrative, Substances présentes sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.1 : Modification Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Dôme avec tous les éléments d'appréciation. Article 6 : Recensement des substances Avant le 31 décembre de chaque année, l'exploitant actualise son recensement des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 10 mai 2000, et l'adresse au Préfet de la Drôme. Le cas échéant, les variations quantitatives ou qualitatives de substances susceptibles d'être présentes sont explicitées et justifiées.
Constats : L'exploitant indique en inspection qu'il utilise de nouveaux produits sur site, notamment sur sa nouvelle ligne de production mise en œuvre en substitution de la MOCA. L'exploitant indique qu'il s'agit de « MDI » (utilisé à la place du TDI). Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet (non-conformité). L'exploitant doit régulariser la situation en portant à la connaissance du préfet les modifications de ses installations, notamment la présence de nouveaux produits sur site et leurs quantités (ce porter à connaissance aurait dû être fait au moment d'envisager la modification). Délai : 3 mois. Dans ce porter à connaissance, l'exploitant doit, entre autres, se positionner sur le classement ICPE de ces nouveaux produits stockés et utilisés sur site et sur les risques associés à ces produits. Délai : 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

N° 14 : NC6 2022 - Conteneur spécifiquement affecté au stockage de la MOCA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le conteneur spécifiquement affecté au stockage de la MOCA sera placé à une distance minimale de 10 mètres de tout dépôt de produit combustible susceptible de générer des effets dominos. Il sera équipé d'un dispositif d'extinction automatique adapté.
Constats : L'exploitant n'a pas encore réceptionné le nouveau stockeur de MOCA commandé (REI 120) qu'il souhaite déplacer pour le rapprocher du bâtiment principal, comme indiqué dans son EDD révisée en 2022. L'exploitant indique qu'il devrait réceptionner ce conteneur en semaines 46, 47 ou 48 de 2022. Néanmoins, le conteneur actuel de stockage de la MOCA est bien situé à distance minimale de 10 mètres de tout dépôt de produit combustible susceptible de générer des effets dominos. Il est équipé d'un dispositif d'extinction automatique. L'exploitant déplacera son conteneur spécifiquement affecté au stockage de la MOCA, comme indiqué dans son EDD révisée en 2022. Délai : 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

N° 15 : NC7 2022 - Stockages des matières premières contenant des produits toxiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages des matières premières contenant des produits toxiques (phrase de risque H330 ou H331) ou susceptibles de générer des fumées toxiques par libération d'acide chlorhydrique, d'acide cyanhydrique et de dioxyde de soufre (molécule content du chlore, de l'azote et du soufre) sont stockées séparément des matières premières inflammables et à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, en dehors de zones d'effets dominos. Ces stockages sont protégés contre la foudre.
Constats : Non-conformité : L'exploitant n'a pas encore déplacé ses stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] à une distance d'au moins 30 m des limites de propriété, comme indiqué dans son EDD révisée en 2022 . Par ailleurs, ces stockages, en l'état actuel, ne sont pas protégés contre la foudre. L'exploitant doit déplacer les stockages des matières premières contenant des produits toxiques [...] de manière à respecter l'ensemble des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/08/2022. Par ailleurs, ces stockages doivent être protégés contre la foudre. Délai : 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16 à 23
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Exigences de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre (Articles 16 à 23)
Constats : Non-conformité : L'exploitant n'a pas mis à jour son analyse du risque foudre et l'ensemble des documents en découlant (étude technique, etc). L'exploitant doit respecter les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. Délai : 6 mois. Il s'agit notamment, en résumé, de : <ul style="list-style-type: none"> - procéder à la mise à jour de l'analyse du risque foudre, de l'étude technique, des notices de vérification et de maintenance et du carnet de bord, - procéder à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention - puis procéder aux vérifications des installations. Les points ci-dessus sont un résumé des exigences. L'exploitant doit se reporter à la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 et respecter l'ensemble de ces dispositions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

N° 17 : NC9 2022 - Étude séisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Séisme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant élabore une étude séisme permettant de : -justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ; -présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; -présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique. Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.
Constats : Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé d'étude séisme concernant son site Courbis Synthèse. Cette étude devait être transmise à l'inspection des ICPE au plus tard le 31/12/2020. Compte tenu de ces éléments, une proposition de mise en demeure sur ce point (délai : 3 mois) est faite à madame la préfète de la Drôme. Délai : 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 18 : Substitution de la MOCA

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/11/2017, article Annexe XIV du Règlement REACH
Thème(s) : Produits chimiques, MOCA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Substitution de la MOCA : Extrait du rapport de l'inspection du 20/11/2019 : « Conformément à l'annexe XIV du règlement REACH, l'utilisation de la MOCA est interdite depuis le 22 novembre 2017, sauf pour la production de certaines pièces de rechange pour laquelle cette échéance est portée au 1er septembre 2021. Une autorisation spécifique peut être délivrée par la commission européenne pour repousser ces échéances pour des usages spécifiques dûment justifiés. [...] »
Constats : L'exploitant indique en inspection que la société Courbis Synthèse a commencé la substitution de la MOCA sur site en installant une nouvelle ligne de production n'utilisant pas de MOCA, ce qui va dans le sens de la substitution nécessaire du fait du règlement REACH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet